

Impact Journalism Day

EDITORIAL



Impact Journalism Day: 40 journaux partagent des initiatives positives

Par Christian de Boisredon *FONDATEUR DE SPARKNEWS*

Nous sommes informés de tous les problèmes du monde et cette omni-conscience nous fait peur, nous angoisse. Pire encore, nous anesthésie. Pourtant, il existe de plus en plus d'hommes et de femmes, d'entreprises, d'universités, d'organisations dont les projets améliorent la marche du monde. L'entrepreneuriat social et plus largement, l'innovation sociale ont d'ailleurs le vent en poupe. Si les médias ont le devoir de nous alerter, le temps où «porter la plume dans la plaie» suffisait est révolu. Les journalistes veulent contribuer en relayant plus souvent les réponses aux problèmes. Ainsi, ils redonnent espoir, inspirent et génèrent plus d'impact.

QU'EST-CE QUE L'IMPACT JOURNALISM DAY

Aujourd'hui, pour la 2^{de} édition de l'Impact Journalism Day, une quarantaine de journaux leaders du monde entier (dont le groupe Eco-Médias représentés à travers L'Economiste, Assabah, L'Economiste du Faso) ont répondu à notre appel et publient un supplément dédié aux initiatives concrètes et positives. Nous avons mutualisé les 2 ou 3 articles de chaque journal pour que chacun puisse faire son supplément en choisissant parmi une centaine d'histoires. Dans quelques jours, nous réunissons ces rédacteurs en chefs à Paris pour réfléchir aux moyens d'aller encore plus loin tous ensemble.

DES HISTOIRES QUI INSPIRENT

Lors de la dernière édition de l'Impact Journalism Day, une lectrice a fait lire à son mari l'article sur les lunettes ajustables (des lunettes à 4\$ s'adaptant à toutes les vues grâce à un système de double verre). Or, son mari était l'un des responsables d'une entreprise mondiale de verres de lunettes. Il a donc rencontré ces inventeurs et ils ont commencé à tester un projet pilote en Inde qui pourrait impacter des dizaines de millions de pauvres.

COMMENT PARTICIPER?

Aujourd'hui, vous êtes 100 millions de lecteurs à découvrir ces histoires de l'Impact Journalism Day. Imaginez si chacun de vous les partageait autour de lui? Choisissez une histoire et racontez-la à vos enfants, à vos collègues, à vos amis. Devenez, vous aussi, des passeurs d'espoirs en inspirant les autres. Participez aussi au concours de selfie en postant une photo de vous avec votre journal pour promouvoir le journalisme de solutions (#ImpactJournalism @sparknews @Leconomiste_) sur les réseaux sociaux et notamment sur le facebook d'AXA, notre partenaire fondateur: facebook.com/AXAPeopleProtectors

Aidez-nous aussi à résoudre les défis des porteurs de projets en participant à des brainstormings: www.sparknews.com/ijd/makesense
Enfin, vous pouvez suggérer des projets à médiatiser dans les prochaines éditions: www.sparknews.com/ijd/impact@sparknews.com

L'ECONOMISTE, ASSABAH, L'ECONOMISTE DU FASO ET LES PLUS GRANDS TITRES DE LA PRESSE MONDIALE PRÉSENTENT LES SOLUTIONS INNOVANTES POUR UN MONDE MEILLEUR



Une communauté rurale thaïlandaise valorise les déchets de la sériciculture



Des villageois contrôlent les cocons pendant le processus de production de la soie

THE NATION

En collaboration avec une organisation gouvernementale, les habitants d'un petit village du nord de la Thaïlande ont trouvé un moyen original de recycler les déchets de l'industrie séricicole : ils ont créé une ligne de produits cosmétiques écologiques qui leur apporte un revenu complémentaire tout en protégeant l'environnement local.

LA commune de Chum Tabong dans la province de Nakhon Sawan est au cœur de la région séricicole thaïlandaise. Les techniques traditionnelles de production de la soie sont arrivées de Chine il y a plusieurs millénaires. Aujourd'hui, la soie thaïlandaise est connue dans le monde en-

tier pour ses qualités spécifiques, ses motifs uniques et ses couleurs somptueuses. Celle de la région de Chum Tabong est particulièrement réputée pour ses reflets chatoyants.

Aujourd'hui, le village est également célèbre pour ses produits cosmétiques entièrement naturels à base de protéines de soie et fabriqués avec le soutien du Bureau de développement économique fondé sur la biodiversité (BEDO), un organisme public dont la vocation est de créer des emplois, des revenus et des débouchés pour les communautés locales et promouvoir la gestion durable et la préservation des ressources de la biodiversité.

Les produits phares du village – savon, shampoing, après-shampoing et lotion corporelle aux protéines de soie – sont formulés à partir de la “gomme de soie”, sous-produit de la fabrication

de la soie. Autrefois, les villageois qui ignoraient la valeur de ce composé plongeaient les cocons dans l'eau bouillante pour les débarrasser de cette substance gluante avant de procéder au dévidage des fils de soie. Or ce résidu que les gens du pays jetaient depuis des années est riche en sérécine et en fibroïne, deux précieuses protéines dont les propriétés régénératrices sont reconnues longtemps.

La sérécine contient jusqu'à dix-huit types d'acides aminés et il a été démontré qu'elle stimule la synthèse de collagène dans les cellules de la peau et la régénération des tissus cicatriciels. Elle présente également des propriétés anti-bactériennes qui peuvent apaiser les inflammations dermiques. La sérécine trouve des applications en biomédecine, en ophtalmologie, est utilisée pour les lentilles de contact, les crèmes de soin pour les blessures chroniques, la régénération

des cheveux et de la peau et entre dans la composition de compléments alimentaires.

Dans un premier temps, les habitants de Chum Tabong ont reçu une formation technique de l'Institut thaïlandais de technologie nucléaire, qui leur a appris à transformer les résidus de la sériciculture en pains de savon à base de protéines de soie. Puis, le BEDO s'est rendu sur place pour recueillir des informations supplémentaires sur les besoins des villageois, évaluer le potentiel des produits locaux et compléter le financement du projet. Le BEDO a également encouragé les gens du village à utiliser de façon plus rationnelle leurs ressources locales et leurs savoir-faire afin de promouvoir au sein de la communauté une économie fondée sur la biodiversité.

Avec l'aide du BEDO, Chum Tabong a ainsi pu étendre sa gamme de produits qui compte désormais des savons à base de protéines de soie et d'herbes médicinales, des savons liquides et des lotions qui nourrissent la peau en profondeur et activent la formation de collagène dans les cellules de la peau, ainsi que des shampoings et après-shampoings formulés spécialement pour donner aux cheveux un aspect naturellement doux et soyeux.

L'agence a également aidé la communauté à commercialiser ses produits, notamment par le biais de la galerie Fah Sai, un espace de promotion des produits communautaires situé dans le Complexe du gouvernement thaïlandais à Bangkok, assurant ainsi à de nombreux foyers du village un revenu complémentaire. Les produits de Chum Tabong sont estampillés “Promotion de la bio-économie”, un label officiel soutenant les produits fabriqués à partir d'ingrédients locaux et selon un procédé écologique.

Ce projet communautaire a non seulement permis aux villageois d'accroître leurs revenus mais a également favorisé une prise de conscience écologique à l'échelon local. Une partie des bénéfices est réinvestie dans des initiatives de préservation de l'environnement et des ressources, telles l'expansion des zones boisées, la création d'espaces verts dans le village proprement dit et diverses actions visant à lutter contre le réchauffement planétaire.

Ces activités ont fait de Chum Tabong l'une des communautés rurales modèles de Thaïlande, appliquant le développement durable et écologiquement responsable pour augmenter le niveau de vie des villageois tout en améliorant la qualité de l'environnement local. □

Kopernik au chevet des plus pauvres

The Asahi Shimbun

EN 2007, lorsque, dans le cadre de ses fonctions au Programme de développement des Nations unies (PNUD), Toshihiro Nakamura fut muté au Sierra Leone (Afrique occidentale) l'un des pays les plus pauvres de la planète, il commença à se sentir en porte-à-faux par rapport à sa mission. Les mesures politiques mettaient longtemps à produire leurs effets sur la vie des gens, tandis que Nakamura, était logé par l'ONU dans une grande maison, avec domestiques et chauffeur à sa disposition. De sa tour d'ivoire, il ne voyait rien de la misère ambiante.

Il avait par le passé été impressionné par des pailles de purification d'eau développées par une entreprise suisse: équipées d'un filtre extrêmement efficace, elles permettaient de boire sans risque les eaux boueuses et contaminées. A moins de 10 dollars [7,75 euros] pièce, ces tubes d'aspiration lui paraissaient ben plus pratiques que les purificateurs d'eau coûtant plusieurs milliers d'euros, que les sociétés nipponnes offraient aux organisations internationales.

Nakamura se mit en congé du PNUD, puis démissionna de son poste pour se concentrer sur l'aide au développement et fonder l'association Kopernik. Cette structure à but non lucratif s'efforce de résoudre les problèmes liés à la pauvreté dans les pays en développement en diffusant à prix modique des technologies adaptées aux zones rurales.

En l'espace de quatre ans à peine, Kopernik est venue en aide à quelque 200 000 personnes, fournissant avec une efficacité sans égale des produits utiles, innovants et abordables aux pays en développement. L'association, qui emploie soixante personnes et génère près de 950 000 euros de revenus par an, s'implante désormais au Timor oriental, en Indonésie, en Inde, au Viêt-nam et au Kenya. "Dans les programmes d'aide conventionnels, les technologies novatrices coïncident rarement avec les besoins locaux et coûtent très cher, explique M. Nakamura, qui a aujourd'hui 39 ans. Du coup, l'aide ne parvient pratiquement pas jusque dans les villages isolés, où elle est le plus nécessaire et attendue. Je voulais créer un système capable de changer cet état de choses." Son association doit son nom à Nicolas Copernic, l'astronome et mathématicien polonais du XVIe siècle qui, mû par une même volonté d'apporter un changement positif, démontra que la Terre tourne autour du soleil.

Nakamura organise des collectes de



Grâce à l'association Kopernik qui a fourni un système d'éclairage solaire rechargeable, il est aujourd'hui moins risqué d'accoucher en pleine nuit dans ce village non électrifié du Timor oriental

fonds sur Internet afin de couvrir les frais d'achat et de transport de cinq à vingt produits et de financer les déplacements des employés de l'association. Kopernik s'attache par ailleurs à développer des "Tech Kiosks", points de vente des produits qu'elle commercialise, et prévoit d'en implanter quatre-vingts en Indonésie d'ici à la fin de l'année. La démarche de M. Nakamura s'apparente à celle des entrepreneurs sociaux.

Dans certaines régions qui n'ont ni eau courante ni électricité, les femmes et les enfants doivent aller puiser de l'eau plusieurs fois par jour, et les familles s'éclairent à la lampe à pétrole.

Ces conditions de vie privent les enfants d'un accès à l'instruction, ont des effets délétères sur la santé des habitants et accroissent les difficultés des ménages, qui se retrouvent ainsi prisonniers du cycle infernal de la pauvreté.

Kopernik a mis au point un système visant à apporter des solutions adaptées aux problèmes en mettant en contact sur Internet les innovateurs sociaux et les bénéficiaires. Le principe est le suivant: une université ou une entreprise travaillant dans le domaine des hautes technologies développe, par exemple, une citerne à eau de grande capacité mais légère, ou bien un chargeur solaire de

batterie; elle publie l'information sur Internet afin d'être contactée par des ONG qui souhaitent distribuer son produit dans des pays pauvres, ou bien par des particuliers ou des entreprises disposés à financer leur achat. Plusieurs universités et entreprises ont d'ores et déjà créé toute une gamme de produits innovants à l'intention des pays en développement, et les institutions de micro-crédit, comme le site américain KIVA, se sont généralisées, ce qui permet de collecter plus facilement les financements émanant de particuliers. □

Hitori NAKAGAWA

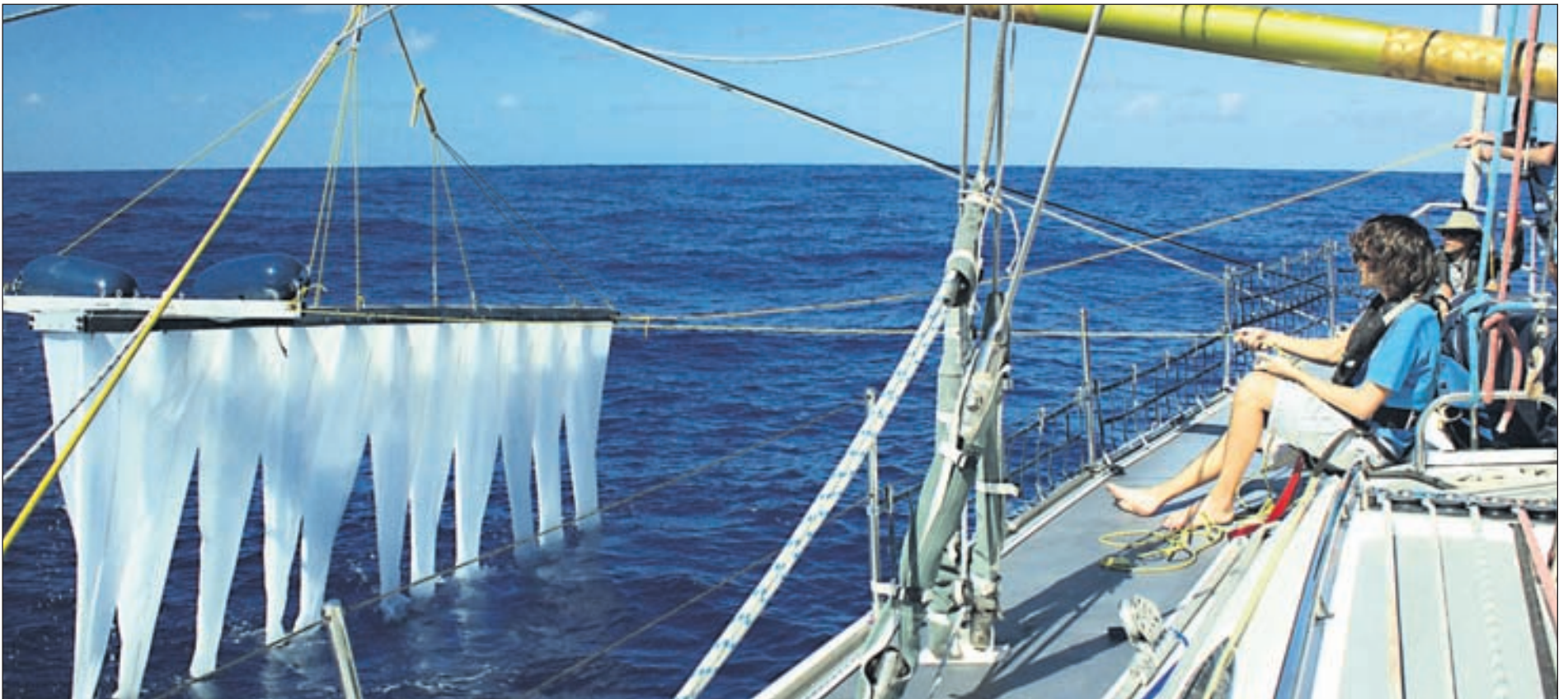
Une balle indestructible

C'EST en regardant un reportage sur les enfants réfugiés au Darfour, en 2006, que Tim Jahnigen a compris l'urgence de la situation. Ces enfants jouaient au football avec une balle faite de déchets. Sachant à quel point ce sport peut apporter de la joie aux plus démunis, il décida d'inventer une balle «indestructible», un ballon qui ne se dégonflerait jamais et résisterait aux situations les plus difficiles, des quartiers défavorisés aux camps de réfugiés. Jahnigen, un producteur de mu-

sique vivant à Berkeley, en Californie, a alors évoqué l'idée au chanteur Sting, son ami. L'artiste a financé la phase de recherche et développement, et le projet «One World Futbol» - un hommage à la chanson de Sting - est né en 2010. La balle est produite avec du matériel caoutchouteux, similaire à celui des chaussures Crocs. Elle n'a jamais besoin d'être regonflée, même lorsqu'elle est trouée. L'un de ces ballons est sorti intact de deux jours passés dans la tanière d'un

lion, au zoo de Johannesburg. Désormais, les ballons One World Futbol sont utilisés dans plus de 160 pays. Un système de don permet aux organisations caritatives travaillant en milieu défavorisé de recevoir un ballon chaque fois qu'un autre est acheté, au prix de 39,5 dollars. Prochaine étape: la production d'une balle indestructible de cricket, le deuxième sport le plus populaire au monde - après le foot. □

Valentine PASQUESOONE



L'idée ingénieuse d'un jeune Néerlandais: s'attaquer à l'une des principales sources de pollution des océans, les sacs en plastique

spark news
partager les solutions

Nettoyer l'océan

Contre vents et marées, le petit prodige néerlandais Boyan Slat a mis en œuvre son idée hors du commun pour nettoyer les océans. Grâce au soutien de nombreux experts, sa fondation – The Ocean Cleanup – prévoit de débarrasser les mers de tonnes de déchets plastiques

EN 2011, à l'âge de 16 ans, le Néerlandais Boyan Slat a découvert que des quantités alarmantes de plastiques flottaient dans la mer Egée alors qu'il faisait de la plongée avec sa famille en Grèce. Il a pensé – comme beaucoup d'autres – qu'il fallait agir.

Toutefois, Boyan n'est pas comme tout le monde et il a réellement trouvé une solution. "Quand je me consacre à quelque chose, je ne m'arrête qu'une fois mon but atteint", affirme-t-il à Delft dans les bureaux d'Ocean Cleanup, l'organisme à but non lucratif qu'il a créé pour extraire des tonnes de plastique de l'océan.

Après son voyage en Grèce, Boyan a mené une expérience avec un camarade de lycée pour mesurer la pollution plastique de la mer du Nord. Les résultats n'ont pas été concluants – leur outil de mesure a été endommagé par les courants – mais ils ont eu une bonne note et ils ont été mentionnés dans un petit quotidien de Delft.

Un organisateur local des conférences TEDx Talk a demandé à Boyan de présenter ses résultats, ce qui lui a permis d'étoffer son idée : au lieu de s'employer à repêcher le plastique avec des filets, il a proposé un système de nettoyage passif qui utiliserait le mouvement naturel des courants et le vent pour piéger les déchets contre une barrière.

Son exposé a été bien accueilli et depuis, il a rassemblé une centaine de spécialistes – des ingénieurs offshore, des experts du droit maritime, des écologistes, des biologistes des milieux marins – afin de tester, optimiser et construire son dispositif. Un bon nombre d'entre eux participent à titre bénévole. Une dizaine de personnes, néerlandaises pour la plupart, travaillent à plein temps pour superviser et coordonner le projet.

Leur solution est une barrière flottante en forme de V qui descend à trois mètres environ sous la surface de l'eau. Elle piège le plastique qui y dérive tout en épargnant la faune, puis conduit le plastique vers une plateforme d'extraction qui fonctionne à l'énergie solaire.

L'objectif est d'installer ce dispositif de 100 km de large d'ici à 2020 entre la Californie et Hawaï, près de la "grande plaque de déchets du Pacifique". Le budget nécessaire est estimé à 300 millions de dollars (un coût 33 fois inférieur à l'utilisation de navires équipés de filets, selon Boyan). Il pourrait ensuite être reproduit ailleurs. Boyan a monté une équipe pour construire un outil qui peut se résumer à un aspirateur et une pelle sophistiqués : il a ainsi montré ce que peut accomplir un amateur déterminé, prêt à faire appel aux personnes qualifiées. En 2013, il affirme avoir envoyé environ 13 000 courriels.

"Lorsqu'un jeune homme de 17 ans vous contacte pour vous décrire son projet, c'est plutôt déconcertant, car un grand

nombre de personnes se sont déjà attaquées au problème", avoue Santiago Garcia Espallargas, qui travaille à la faculté d'aérospatiale de la prestigieuse Technical University, à Delft.

Avec les courants, le plastique a tendance à s'accumuler en de grandes plaques, très loin des littoraux. La plus grande se trouve dans le pacifique et elle fait la taille du Texas

Boyan avait assisté à une conférence de ce professeur à l'université et lui avait présenté ses idées à la fin. "Sa terminologie n'était pas tout à fait au point, poursuit Santiago Garcia, mais il était réellement prêt à explorer de nouveaux domaines. C'était un très jeune étudiant qui avait des idées pour changer le monde."

Une fois que le projet de Boyan a commencé à prendre forme et à attirer l'attention des médias, des spécialistes sont venus frapper à sa porte. "Les personnes les plus motivées sont celles qui sont directement confrontées au problème, comme les marins et les plongeurs", explique Jan de Sonnevile, ingénieur principal d'Ocean Cleanup.

Si les estimations varient, Greenpeace affirme toutefois que 10 millions de tonnes de plastique finissent chaque année dans les océans. Cette masse provient à 80 % des terres, mais le reste est issu de navires commerciaux qui perdent leur cargaison ou qui déversent leurs déchets illégalement. Avec les courants, le plastique a tendance à s'accumuler en de grandes plaques, très loin des littoraux. La plus grande se trouve dans le Pacifique et elle fait la taille du Texas, selon Greenpeace. Outre la menace que le plastique représente pour les

oiseaux, les mammifères et les poissons qui l'avalent ou se coincent dedans, ces déchets finissent également par se décomposer en fragments, ce qui crée une mixture toxique qui entre dans la chaîne alimentaire. Le projet de Boyan a engendré quelques réactions sceptiques. L'une des principales critiques est l'incapacité de la barrière à attraper les plus petits fragments. (Selon Jan de Sonnevile, le système permet en revanche d'intercepter le plastique avant qu'il ne se fragmente.) Au printemps 2014, The Ocean Cleanup a publié une étude de faisabilité de 530 pages, qui décrit de façon extrêmement détaillée les défis et les solutions du projet – les implications juridiques d'un système ancré dans le Pacifique pour collecter les déchets tout comme les méthodes de recyclage du plastique récupéré.

Lors de la rédaction de cet article, la dernière campagne de financement participatif de la fondation avait permis de collecter près de 70 % de son objectif – deux millions de dollars [1,5 million d'euros]. Cet argent, associé à des dons en nature comme l'utilisation gratuite d'équipements techniques ou des heures de travail d'ingénieurs spécialisés, permettra de financer l'étude pilote, qui comprend notamment des modèles réduits du dispositif. Si le jeune âge de Boyan a fait beaucoup de bruit, l'intéressé ne trouve rien d'anormal à un projet si ambitieux. "Ce n'est pas comme si nous avions voulu faire [de mon âge] un outil de communication", précise-t-il. Il admet néanmoins qu'au tout début, sa jeunesse a été un atout pour contacter des spécialistes. "Si j'avais 40 ans, je pense que tout aurait été beaucoup plus difficile." □

Christopher F. SCHUETZE

La brigade rose du web

LA PRESSE

A première vue, l'architecture du site rappelle Facebook. Les membres ont un profil, accompagné d'une photo et d'une description. Il est possible d'écrire un statut, de commenter celui des autres, d'«aimer» une publication. Mais là s'arrêtent les ressemblances. Car chaque image et chaque message rappellent que les utilisatrices combattent un ennemi commun: le cancer du sein.

Lancé en 2012, le réseau social My Breast Cancer Team (myBCTeam) réunit plus de 5.000 femmes atteintes du cancer du sein ou en rémission. MyBCTeam n'est pas l'œuvre d'une femme atteinte du cancer, mais celle de deux professionnels du web de San Francisco.

Mary Ray et Eric Peacock sont les cofondateurs de MyHealthTeams, une société qui crée des réseaux sociaux pour les personnes vivant avec une condition médicale chronique. MyAutismTeam a été le premier site du genre. Depuis, myBCTeam et myMSTeam, pour les personnes vivant avec la sclérose en plaques, se sont ajoutés.

En entrevue téléphonique, Mary Ray explique que la principale richesse de myBCTeam est de permettre aux femmes qui se ressemblent de dialoguer, ce que les groupes d'entraide traditionnels n'offrent pas toujours. «Une femme de 30 ans qui s'inquiète de l'effet de la chimiothérapie sur sa fertilité n'a pas les mêmes préoccupations qu'une femme de 65 ans», illustre-t-elle. En quelques clics, il est possible de trouver les membres qui répondent à des critères précis comme le type de cancer, l'âge, les traitements reçus, les effets secondaires ressentis, etc.

Le site internet répond aussi à un besoin pratique. «Si vous suivez votre septième traitement de chimiothérapie, vous n'avez peut-être pas l'énergie pour vous rendre à une rencontre face à face», note Mary Ray.

Et puisque le site est strictement réservé aux femmes souffrant d'un cancer du sein, les sujets plus tabous, comme la baisse de libido ou l'adaptation aux implants mammaires, peuvent être abordés sans gêne.

À portée de pixels

Autre particularité de myBCTeam: l'option hugs, qui permet d'envoyer des «câlins» à une utilisatrice. Les créateurs du site ont voulu traduire en pixels cet élan, devant l'annonce d'une mauvaise nouvelle, où la seule chose à faire est de

prendre l'autre dans ses bras.

Claudette Reny, 68 ans, de Gatineau, est l'une des très rares membres québécoises de myBCTeam. En août 2013, elle a appris qu'une tumeur avait été découverte dans son sein droit. Le choc a été brutal. «C'était l'enfer», laisse-t-elle tomber. C'est en faisant des recherches sur l'internet que Mme Reny est tombée sur myBCTeam. Le site a eu l'effet d'une bouée de sauvetage. «Il y a eu une journée où ça n'allait vraiment pas, j'étais très déprimée. Je ne sais pas combien j'ai reçu de hugs».

Depuis, elle consulte le ré-

Lancé en 2012, le réseau social My Breast Cancer Team (myBCTeam) réunit plus de 5.000 femmes atteintes du cancer du sein ou en rémission. MyBCTeam n'est pas l'œuvre d'une femme atteinte du cancer, mais celle de deux professionnels du web de San Francisco

seau social chaque jour, questionne les autres utilisatrices, distribue à son tour des câlins. «Je parle à des dames du Texas, de la Californie. On ne se connaît pas, mais on se connaît. Je ne peux pas l'expliquer».

À la Fondation québécoise du cancer, l'outil suscite l'étonnement, mais paraît globalement positif. «Réaliser que les femmes ont encore le goût de vivre est source d'espoir pour celles qui viennent de recevoir un diagnostic», souligne Nicole Morin, infirmière-conseil à la Fondation.

Dans une semaine, Mme Reny amorcera une radiothérapie. «J'ai beaucoup d'appréhension. Tout est nouveau, je ne sais pas à quoi m'attendre. Mais je peux m'exprimer avec elles, parce qu'elles sont déjà passées par là».

Attention: fragiles

Nicole Morin exprime toutefois une réserve. «Une personne n'est pas un diagnostic, prévient-elle. Le cancer du sein est très complexe, il n'y a jamais deux situations pareilles». Ce n'est pas parce que des membres affichent un «pedigree» semblable qu'elles vont réagir de la même façon aux traitements, en somme.

Autre bémol: myBCTeam ne doit pas être confondu avec un site d'information médicale. Malgré les bonnes intentions, le vécu ne suffit pas pour recommander une opération ou un médicament. «Il faut être prudent avec nos attentes, recommande Nicole Morin. Dans ce cas-là, c'est d'autant plus vrai, car les gens sont déstabilisés, donc plus vulnérables». Et



la confidentialité?

MyBCTeam regorge de renseignements personnels sur ses membres. Des

données délicates qui pourraient se révéler fort utiles pour une société pharmaceutique, par exemple. À ce sujet, Mary Ray est catégorique. «Nous ne fournissons aucune information personnelle à une tierce partie. Notre réseau social est basé sur la confiance, poursuit-elle. Si nous perdons cette confiance, nous perdons le site».

Pour l'instant, myBCTeam est financé par des entrepreneurs philanthropes. Aucun d'eux n'est lié au monde pharmaceutique, précise la cofondatrice. Ce qui ne l'empêche pas de voir grand pour sa société.

Diabète, alzheimer et leucémie seront peut-être les prochaines maladies à être dotées de leur propre réseau social. L'objectif est ambitieux: gérer 50 réseaux sociaux spécialisés dans les deux prochaines années. «Ce que nous souhaitons à long terme, conclut Mary Ray, c'est que les docteurs prescrivent nos sites à leurs patients».

Marie BERNIER

My Breast Cancer Team: <http://www.mybc-team.com> & <http://www.mybcteam.com>

AXA soutient la recherche aujourd'hui pour mieux vous protéger demain.

- ENVIRONNEMENT
- SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE
- SANTÉ



Le Fonds AXA pour la recherche soutient plus de 400 équipes de chercheurs dans 30 pays, ce qui représente 200 millions d'euros pour l'étude des risques qui nous concernent tous.

Découvrez les projets soutenus sur <https://gallery.axa-research.org>
@AXAResearchFund

réinventons /
l'assurance et l'épargne AXA

Zakoura défie la déperdition scolaire par l'éducation non formelle

الصباح
ASSABAH

Les problématiques de l'enseignement constituent un des piliers les plus importants que le Maroc vise afin d'améliorer ses indicateurs du développement tant sur le plan local qu'international. Les discours royaux reflètent bel et bien l'intérêt croissant du Maroc envers de telles questions. En effet, Sa Majesté le Roi Mohammed VI relève le rôle crucial que l'enseignement joue comme l'un des piliers du développement humain et durable.



La fondation Zakoura propose un programme éducatif et pédagogique qui tient compte des besoins des enfants-cibles en se basant sur les facteurs de la socialisation (Ph. Archives de l'Economiste)

LE Maroc a mis en place à travers le ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle, le Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique ainsi que d'autres partenaires, un ensemble de programmes visant à réduire le taux d'analphabétisme et d'abandon scolaire et favoriser l'accès à la scolarité particulièrement chez les enfants et les jeunes ayant atteint l'âge scolaire.

L'éducation non formelle constitue l'un des plus importants programmes que l'État marocain avait mis en place en associant les organisations de la société civile dans la mesure où elle se vaut comme une deuxième chance accordée aux enfants ayant quitté leurs écoles pour des raisons sociales et/ou économiques.

Depuis 2002, l'intérêt envers l'éducation non formelle s'est manifesté à l'époque du Premier ministre Driss Jettou où son gouvernement avait consacré un secrétariat d'État chargé de la lutte contre l'analphabétisme et de l'éducation non formelle. Signalons qu'avant même cet intérêt gouvernemental, l'idée de l'éducation non formelle avait suscité l'intérêt des organisations non gouvernementales; comme c'était le cas pour «la fondation Zakoura de l'éducation», créée en 1997, qui œuvre dans plusieurs domaines éducatifs, notamment la lutte contre l'analphabétisme académique et

fonctionnel, l'éducation préscolaire, les activités artisanales. Dans ce sens, l'éducation non formelle constitue l'un de ses principaux piliers à travers son réseau composé de 435 écoles primaires dans différentes régions du royaume, composées de deux classes chacune.

Nourredine Ayouch, président-fondateur de «Zakoura», signale l'intérêt du programme ayant pu réintégrer pas mal d'enfants âgés de 8 à 16 ans aux rangs d'écoles. Il vise particulièrement la lutte contre la déperdition scolaire à travers des programmes scolaires permettant de passer le cycle primaire en trois ans (au lieu de 6 ans au cycle normal) et d'intégrer le cycle d'enseignement collégial après avoir réussi les épreuves du certificat d'études primaires.

M. Ayouch a affirmé dans une interview à «Assabah» que l'expérience marocaine en matière d'éducation non formelle s'inspire de l'expérience du Bangladesh disposant d'un très grand nombre d'institutions spécialisées en la matière. Il a ajouté qu'il adopte des approches pédagogiques novatrices inspirées de leur programme général. Sachant que 80% des enfants réintégrés, en vertu des affirmations de M. Ayouch, avaient quitté leurs écoles pour diverses raisons, tandis que 20% n'ont jamais été scolarisés.

A son tour, Adil Cherkaoui, animateur d'éducation non formelle, nous a déclaré

39 mois pour chaque promotion pour passer le stade du primaire

LA fondation «Zakoura» de l'éducation accomplit son programme scolaire d'éducation non formelle en 39 mois. Elle programme quotidiennement une séance de 2h30 environ sur une période de 6 jours par semaine pour une moyenne de 11 mois par année scolaire. C'est la durée adoptée afin de passer le stade du cycle primaire et assurer la continuité du cursus de la scolarisation des enfants réintégrés. La fondation a pu toucher plusieurs villages et douars grâce à son réseau de filiales ainsi que sa location de certains espaces qu'elle transforme en institutions d'enseignement temporaires dans un souci de proximité. Le but étant la lutte contre la déperdition scolaire au Maroc. □

que l'adoption de telle éducation a réduit considérablement le taux d'abandon scolaire au Maroc cette dernière décennie. Cela requiert, selon lui, un effort concerté entre les différents acteurs et intervenants du domaine ainsi que la nécessité de rendre «obligatoire» l'accès à la scolarité aussi bien dans les villes qu'en milieu rural.

M. Cherkaoui nous a affirmé dans une interview à «Assabah» que la fondation Zakoura de l'éducation se vaut comme un exemple et une référence au niveau national dans le domaine de l'éducation non formelle, à l'heure où un ensemble d'associations et d'organisations non gouvernementales ont choisi la même voie. Ceci exige des budgets colossaux et des ressources humaines qualifiées capables d'encadrer les enfants en adoptant

des approches pédagogiques basées sur les facteurs de la socialisation.

M. Ayouch, quant à lui, a déclaré que les facteurs de la réussite de telle éducation sont le calendrier temporel alloué aux programmes scolaires ainsi que la méthode d'apprentissage adoptée qui ne repose pas sur les révisions des leçons à la maison à l'instar de la méthode classique. Ce qui encourage et implique davantage les enfants réintégrés dans le processus d'apprentissage et augmente leur chance de réussir.

Il nous a expliqué que «Zakoura» poursuit sa marche dans ce domaine jusqu'à ce qu'elle atteigne 400 mille enfants bénéficiant des programmes de l'éducation non formelle. □

Yassine ERRIKH

Quand l'esthétique abolit les différences



Danilo Rogana, paraplégique prévoit d'effectuer au printemps prochain un tour d'Italie pour parler de toutes les difficultés que l'on peut rencontrer lorsque l'on se déplace en fauteuil roulant

LA STAMPA

Danilo Ragona, devenu paraplégique après un accident, a réussi à concilier deux mondes apparemment très éloignés: le handicap et le design

POUR changer le monde, il n'est pas toujours indispensable d'inventer quelque chose de totalement inédit ; il suffit parfois de jeter un regard nouveau sur ce qui existe déjà. Oubliez tout de la douleur, des frustrations et des souffrances qu'évoque l'image d'un fauteuil roulant et essayez de n'y voir qu'un simple objet, comme une lampe ou un vélo.

Des tubes d'acier, des couleurs sombres et ternes, un engin lourd, massif, peu maniable. Et irrémédiablement laid. Pourtant, Danilo Ragona, un entrepreneur de Turin paraplégique depuis quinze ans, a réussi à marier deux mondes apparemment éloignés et incompatibles: le handicap et le design. Après un grave accident de voiture, à l'âge de 21 ans, il a dû réapprendre à vivre, comme un enfant. Mais il a immédiatement décidé de transformer la douleur en force et la souffrance en passion, en dessinant et créant pour son usage personnel ce qu'il n'aurait jamais pu trouver dans le commerce : un fauteuil roulant innovant, léger et fonctionnel, qui l'accompagne en vacances et dans la vie quotidienne, et esthétique de surcroît. L'objet est d'ailleurs si beau qu'il a été présenté en 2010 à l'exposition universelle de Shanghai et récompensé par le prix du Compas d'or, la plus ancienne

et la plus prestigieuse distinction pour le design industriel.

Son premier prototype, surnommé «B-Free Multifunction», a été construit dans le cadre d'un projet de thèse à l'Institut européen de design de Turin, l'école où Ragona a choisi de poursuivre ses études, estimant qu'elle était la mieux placée pour l'aider à réaliser son rêve. Ce fauteuil roulant avec repose-pieds en fibre de carbone et cadre d'aluminium, se plie facilement et est si peu encombrant que l'on peut l'embarquer en avion comme bagage à main au lieu d'avoir à l'enregistrer en soute. C'est également un fauteuil tout-terrain auquel l'utilisateur peut adapter rapidement soit des roues carrossées pour les activités sportives, soit des

roues crantées pour les pistes non asphaltées, soit encore des pneus spécialement conçus pour la plage. Après le succès de

qui n'ont qu'un rapport très lointain avec le handicap: le groupe Italia Independent, premier à présenter un fauteuil roulant équipé d'accessoires de mode assortis, et Ferrino, la marque historique italienne de matériel de montagne et de vêtements

d'alpinisme. «La tradition industrielle piémontaise a beaucoup imprégné ce que j'ai créé jusqu'à présent», poursuit Ragona. Outre les matériaux et les tissus, les procédés industriels sont également le fruit de mes études et de mes expériences. Je continue toutefois mes recherches: il y a

son premier prototype, la marque Able to Enjoy était née: des formes simples et linéaires, portant

beaucoup à faire et je n'ai aucune envie de m'arrêter là. En fait, je prépare déjà mon prochain voyage».

Il prévoit en effet d'effectuer au printemps prochain un tour d'Italie pour parler de toutes les difficultés que l'on peut rencontrer lorsque l'on se déplace en fauteuil roulant. Entre-temps, Ragona finalise un projet artistique en collaboration avec le photographe Luca Saini, consacré à la sexualité et au handicap, un sujet délicat et trop souvent passé sous silence. «Je n'ai jamais renoncé à rien. Je rêve d'avoir un enfant, j'ai aimé, je me suis marié, j'ai souffert, et je suis à nouveau tombé amoureux», raconte-t-il. Pour que mon histoire ne soit plus une histoire exceptionnelle, il y a encore bien du chemin à parcourir : sans préjugé ni peur, nous devons apprendre à profiter des belles choses, de toutes les belles choses. Et qu'est-ce qui est plus beau que l'amour ?»

Nadia FERRIGO

spark news
partager les actualités

Un pied dans la nuit étoilée

AUX Pays-Bas, un pays où 84% de la population âgée de plus de 4 ans possède un vélo – et où près d'un milliard d'euros sont dépensés chaque année pour les deux-roues – se déplacer à vélo est beaucoup plus qu'un simple moyen de transport : c'est un mode de vie. Insatisfait des milliers de kilomètres de pistes cyclables et des parkings à vélo présents dans chaque ville des Pays-Bas, un jeune prodige du design, Daan Roosegarde, et son équipe ont mis au point une piste cyclable de 600 mètres de long, qui absorbe la lumière du soleil et devient phosphorescente une fois la nuit tombée. Il y a mieux : de minuscules morceaux lumineux incrustés dans le bitume représenteront «La Nuit étoilée» de Vincent van Gogh, près de Nuenen, là où l'artiste a vécu et travaillé. Cette piste cyclable, dont l'ouverture est prévue à la fin de l'année, permettra non seulement aux cyclistes de rouler sans lumière, mais d'illuminer, au sens propre comme au figuré, leurs trajets quotidiens. □



Christopher F. Schuetze

Le bien pour l'autre, avec l'autre

VICTOIRE LE SOIR

En Belgique, la bientraitance est un concept émergent dans la gestion des relations humaines qui suppose le respect, l'ouverture d'esprit, et la capacité de percevoir les attentes de l'autre. En famille ou en collectivité, on découvre qu'en faisant du bien, on s'en fait aussi.

“QUAND on voit un enfant cracher ou tenir des propos agressifs, la première réaction, c'est la punition ou l'affrontement”, explique Thérèse-Marie Hanot, institutrice à l'Ecole Pierre Danaux à Thuin. Des situations conflictuelles, l'enseignante en croise quotidiennement dans cet établissement spécialisé qui accueille, notamment des enfants placés, souvent victimes de maltraitance. Déjà sensibilisée à la gestion positive d'autrui et à la communication non violente, Thérèse-Marie a voulu élargir sa boîte

à outils par une formation à la bientraitance proposée par l'équipe de Tabou-Pas Tabou (www.tabou-pastabou.com). "Il ne faut surtout pas fermer les yeux sur ce genre de situation, et l'idée est de réussir à ne pas être dans le jugement. Un enfant qui crache, c'est peut-être un enfant qui s'est fait cracher dessus et qui manque d'estime de soi." Adopter une attitude bientraitante, c'est changer d'approche, poser un autre regard sur autrui. "En acceptant d'aller au-delà de ses réactions intuitives, on prend un peu de recul pour se mettre à l'écoute des attentes de l'autre", explique encore l'institutrice.

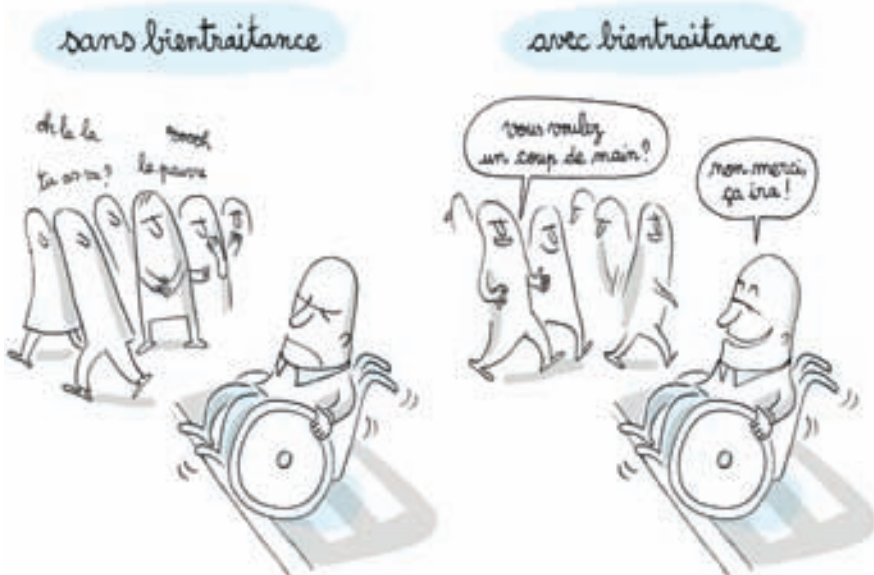


Être bien et faire du bien

MÊME si elle se manifeste depuis longtemps dans les rapports entre les hommes, la bientraitance semble être devenue aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour assurer à tous une qualité de vie et de développement. Elle pourrait s'appliquer à toute relation humaine, mais trouve une pertinence accrue avec les personnes en situation de vulnérabilité. Facile à comprendre, cette notion n'est pas toujours aisée à mettre en place parce qu'elle n'implique pas seulement l'individu, mais englobe également la communauté et les institutions. Au-delà de la théorie, la bientraitance est d'abord une pratique qui se définit comme une manière d'être, d'agir et de dire soucieuse de l'autre, réactive à ses besoins, respectueuse de ses choix, de ses droits et de ses refus : "Il s'agit de faire "du bien" avec vigilance et discernement, sans pour autant vouloir intervenir à tout prix", précise la psychologue Marilyn Droog à l'initiative du concept Tabou-Pas Tabou. Ce qui passe par un lâcher prise. "Être dans la bientraitance, c'est appliquer des pensées positives qui impliquent qu'on se respecte soi-même, qu'on est bien dans son corps et bien dans sa tête. C'est être prêt aussi à accepter que l'autre ne comprenne pas notre point de vue", ajoute Thérèse-Marie Hanot.

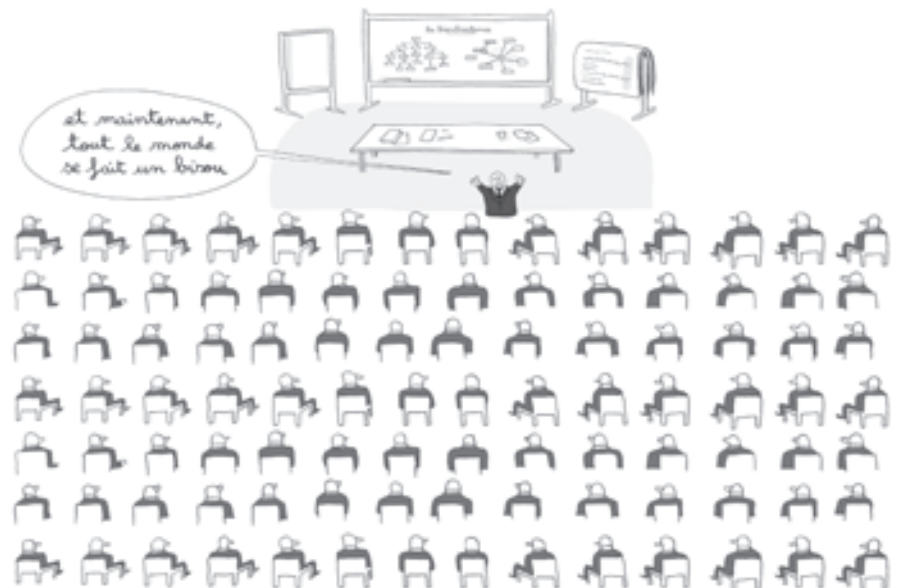
La bientraitance collective

SI l'individu peut se montrer bientraitant dans son attitude et ses comportements, c'est aussi le cas des institutions, car la démarche se veut collective. L'école par exemple, quand elle est confrontée à un cas de maltraitance, peut se sentir démunie. "A l'école, si on fait semblant de ne pas voir, de ne pas entendre les cas de maltraitance, on devient complice." relève Marilyn Droog. Quand un témoin tarde à réagir, c'est tout le système qui écope : l'enfant victime et sa famille



ne sont pas aidés, c'est une source de surmenage pour l'enseignant et de perturbation pour la classe entière où les autres enfants peuvent également être affectés. Au sein des institutions émerge l'idée de tourner le dos à la "chosification" des plus fragiles. "Un infirmier, même de bonne volonté, ne peut rien seul. La bientraitance est clairement une responsabilité institutionnelle", assure Najoua Batis, chargée d'études et d'analyse à l'Association socialiste de la personne handicapée. "Il est essentiel pour le secteur du handicap de sortir d'une culture de la compassion et d'un rapport de force inégal entre soignant et soigné. La bientraitance n'est pas de la bienveillance ou de la bienfaisance. Tout le monde sort gagnant d'une relation bientraitante."

La bientraitance au cœur de l'éducation



Jean-Pierre Pourtois, professeur à l'Université de Mons et spécialiste des questions d'éducation s'intéresse depuis plus de trente ans à ce qu'on n'appelait pas encore la bientraitance. Des études comparatives sur plusieurs générations ont mis en évidence qu'au sein des familles, les objectifs éducatifs et le niveau de bientraitance varient en fonction des groupes sociaux. L'école se trouve ainsi confrontée à des enfants porteurs de niveaux de bientraitance très hétérogènes. "Il est urgent de remettre la bientraitance comme moteur de l'éducation, pas seulement dans les familles mais également à l'école, dans le quartier et la cité," affirme Jean-Pierre Pourtois.

Gilles Bechet

Illustrations Anne-Lise Combeaud

L'exemple

À Albi, une maison de retraite bientraitante a choisi de s'appeler Maison de l'amitié.

Le midi, des résidents atteints d'Alzheimer choisissent eux-mêmes ce qu'ils vont manger et vont se servir. Pas une seule blouse blanche à l'horizon, car le personnel soignant est en civil. Chaque résident dispose de la clé de son appartement où personne ne rentre sans y être invité.

Une chenille, nouvelle arme de guerre contre la malnutrition et la pauvreté

L'ECONOMISTE
DUFASO

■ Des propriétés nutritionnelles exceptionnelles

■ Les premiers produits en vente dès septembre

DÈS ce mois de septembre, sortiront des ateliers de Fasopro, les premières conserves de chenilles au Burkina Faso, «Toumou'delices». C'est l'initiative d'un jeune ingénieur burkinabè, Kahitouo Hien. Le processus est définitivement en marche. A plus de 400 km de la capitale du Burkina Faso (Ouagadougou), dans une petite bourgade appelée Somouso, plus d'une centaine de femmes sont à pied d'œuvre sous les arbres de karité. Elles récoltent les chenilles de ces arbres fruitiers centenaires qui pullulent dans la région. Une activité légendaire et courante dans cette partie du Burkina pendant la saison estivale où ces petites bêtes se consomment en grand nombre. Ce que ces femmes ignorent, c'est que leur destin et

celui de leurs familles sont sur le point de changer grâce à l'initiative d'un jeune ingénieur de l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2IE).

Kahitouo Hien a eu l'ingénieuse idée de mettre les chenilles en boîtes. Une méthode de transformation et de conservation qui, en prolongeant la période de consommation, stabiliserait les prix et augmenterait la production. Son objectif à terme : lutter contre la malnutrition infantile et la pauvreté en milieu rural. L'ingénieur entend créer ainsi la permanence d'une ressource nutritive contenant 63 % de protéines au-delà de la saison hivernale et la labellisation du produit local.

Les femmes, 1res bénéficiaires du projet

Depuis deux ans, les ramasseuses de chenilles fraîches sont impliquées dans le projet Fasopro, né dans l'incubateur d'entreprises du 2IE. A partir de cette saison des pluies, la récolte des chenilles leur procurera des revenus supplémentaires sûrs. Pendant plus de trois mois, elles s'y consacreront. Les modalités de paiements ont été réglées par avance. Fasopro a promis d'acheter le fruit de la récolte au kilogramme et



Ph. Archives L'Economiste du Faso
Les ramasseuses de chenilles de karité au pesage avec leur récolte. Par semaine, cette activité leur procure des revenus allant de 20.000 à 40.000 FCFA à certaines d'entre elles

non à la boîte, modalité plus intéressante pour elles. Actuellement, sur le marché de Bobo-Dioulasso, la boîte qui sert de mesure (environ 3kg) coûte entre 600 et 700 F CFA. Une fois ébouillantée et séchée, la boîte de mesure se négocie autour de 2.000 F CFA à cette période du mois de juillet.

Mme Ouédraogo Alima est l'une de ces femmes qui coordonnent le centre de collecte de Somouso qui regroupe cinq villages (Somouso, Bare, Pié, Yegouesso et Saré). Dans ses magasins, 1,3 tonne de chenilles prétraitées attend d'être amenée pour conditionnement.

Madame Ouattara, propriétaire de la ferme agro écologique, Guiriko, coordonne l'union des associations féminines engagées dans cette activité. Leur mission: rassembler les 10 tonnes nécessaires au démarrage de la phase pilote. Pour cela, elles se sont regroupées en associations, formées pour trier les bonnes espèces et faire le pré-conditionnement selon les normes techniques fournies par le promoteur. Le fruit de la collecte sera transporté à Ouaga puis condition-

né dans les unités de Fasopro. Une activité lucrative qui réjouit Bintou Kawané. «Cela fait 10 ans que je suis dans cette activité, mais elle était informelle. Nous collectons et revendons aux commerçantes venues de la ville. Cette année, nous sommes organisées en collectrices et sommes intégrées à la chaîne de transformation de Fasopro. C'est une nouvelle approche qui nous intéresse et nous gagnons plus d'argent avec cette nouvelle structure. Mes enfants et moi collectons ensemble et revendons à la structure. La semaine dernière, nous avons reçu 22.500 F CFA. Ce revenu nous permet de préparer la rentrée scolaire et d'acheter des intrants pour nos cultures maraîchères».

Faire face aux imprévus

Le temps fort de cette activité se situe autour du 11 août, avec le début du conditionnement à l'usine. Kahitouo Hien, promoteur de Fasopro attend ce moment avec impatience. Il lui manque encore 14.000 euros dans son tour de table pour mener l'opération à bien, sur les 40.000 attendus, mais l'homme reste serein. Les 36.000 euros vont servir à l'achat des chenilles pour environ 10 millions de F CFA, le transport vers l'usine, le conditionnement et les emballages. 17.000 échantillons en sortiront pour cette phase pilote. Des emballages de 500 g et de 1 kilo sont prévus pour être distribués dans les deux grandes villes du pays via les alimentations et les supermarchés, sous le nom commercial de «Toumou'delices».

Les vertus des chenilles sont connues. Ce sera alors l'aboutissement du rêve de ce jeune ingé-

nieur qui s'est découvert les talents d'un entrepreneur social : mettre le «chitoumou», (nom local de la chenille) en boîtes. C'est l'une des toutes premières tentatives de mettre cet insecte riche en protéines en conserve. Malgré son calme olympien, le promoteur sait que son projet rentre dans sa phase décisive.

«Tout ce qui est phase d'essai est achevé. Le premier produit est prêt. Ce qui nous reste à faire, c'est de réaliser la phase de commercialisation. Mobiliser 200.000 euros pour lancer une entreprise, ce n'est pas évident. Les différents partenaires attendent de voir les résultats du test de commercialisation. C'est à cela que nous nous attelons maintenant». Le jeune promoteur fait déjà face aux réalités du terrain. Les emballages qui devaient lui être livrés au mois de juillet ne l'étaient pas encore. D'où le report du début de la campagne pilote au 11 août. Autre imprévu. Le conditionnement du produit qui devait se faire dans la ville de Bobo-Dioulasso, région de collecte par excellence, se fera finalement à Ouagadougou, la capitale. Cette opération occasionnera des coûts supplémentaires certes, mais dans quelques semaines, promet M. Hien, les supermarchés et les alimentations des deux principales villes du pays accueilleront «Toumou'delices».

Le succès de cette phase déterminera la suite du projet qui comporte un second volet, celui de produire des compléments nutritionnels pour les nourrissons. Un volet important du projet quand on sait qu'au Burkina Faso, selon l'Unicef, «la malnutrition à elle seule est une cause directe ou associée de 35% des décès. La prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants âgés de moins de 5 ans est estimée à 10,2% en 2011 (Enquête nationale nutritionnelle. 2011). Ce complément nutritionnel, disponible à l'année, pourrait aider à réduire ce fléau. □

Abdoulaye TAO



Ph. Archives L'Economiste du Faso
Peuplement d'arbres de karité dans la ferme Guiriko dans l'ouest du pays

Un rêve devenu réalité

KAHITOUO Hien est diplômé en biochimie de l'Université de Ouagadougou, lorsqu'il intègre l'Institut d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2IE) de Ouagadougou. C'est dans cet institut que le futur ingénieur environnementaliste va tenter de réaliser son rêve d'enfance: mettre en œuvre un projet de transformation de la chenille de karité. Le bastion de ce ver est situé à l'ouest du pays où les populations le consomment juste pendant la saison des pluies qui dure 3 à 4 mois. C'est donc dans le «couvoir» de 2IE que Hien mûrit son projet à l'occasion des modules sur l'entrepreneuriat qui constituent un tiers de la formation des ingénieurs.

C'est ainsi que le projet a pris forme pour être rendu public lors de la Global social venture competition à Berkeley en 2012. Le projet à fort impact social a arraché le 2e prix. Depuis lors, il a acquis le soutien du public via la levée de fonds organisée par le site Kiss Kiss Bank Bank. Le produit séduit surtout par son impact social. Il crée des revenus pour les femmes en milieu rural et, surtout, il va sortir de son ghetto un produit du terroir, à travers une valeur ajoutée par le label: «Toumou'delices». □

Un sac de sable pour s'éclairer

Deux designers industriels de Londres ont mis au point un dispositif propre et économique pour permettre aux habitants des pays en développement d'éclairer leur intérieur à toute heure du jour ou de la nuit. Fondée sur les lois de la pesanteur, la GravityLight offre une alternative sans danger au kérosène pour les quelque 1,3 milliard d'individus dans le monde, qui n'ont pas accès à l'électricité.

spark news
partager les solutions



Produire de l'énergie grâce à la force gravitationnelle. Serait-ce enfin la solution miracle pour les pays en voie de développement

Tout a commencé par un échec. Mais la roue de la créativité était lancée, et elle fit aboutir un autre projet. Martin Riddiford et Jim Reeves, consultants londoniens en design industriel, ont été contactés par l'association caritative britannique SolarAid pour mettre au point un système d'éclairage fonctionnant sur panneaux photovoltaïques et batterie pour un prix de revient inférieur à 6 dollars [4,5 euros]. L'objectif était d'offrir aux habitants des pays en précarité énergétique une alternative au kérosène, combustible coûteux, toxique, polluant et dangereux.

Au terme de longues recherches, les deux inventeurs ont jeté l'éponge : puisque l'énergie solaire devait nécessairement être stockée dans une batterie pour être restituée après la nuit tombée, toutes les solutions revenaient trop cher et étaient inefficaces. Il fallait trouver un système susceptible de générer de l'énergie à moindre effort et de l'utiliser aussitôt. Et c'est là que les deux hommes eurent une illumination.

“Le moment où nous avons compris que l'on pouvait éviter de stocker l'énergie en la produisant grâce à la force gravitationnelle a réellement été une révélation, raconte Reeves. L'idée qu'un dispositif aussi simple qu'un sac lesté de pierres ou de terre puisse produire la tension nécessaire à générer l'énergie cinétique en fut une autre.”

La GravityLight surpasse les autres appareils remontés manuellement, comme la radio à manivelle ou les lampes à pédales, par la vitesse à laquelle elle produit de l'énergie : en trois secondes, le temps de relever le sac, on parvient à générer jusqu'à vingt-huit minutes de lumière basse tension. “Dans un premier temps, Martin a démontré la faisabilité

du principe sur un système bricolé à partir d'une roue de vélo, de chaînes et de lampe à dynamo”, poursuit Reeves.

La GravityLight pèse un peu moins d'un kilogramme et le kit se compose de quelques éléments de base : le boîtier principal, dont l'aspect est à mi-chemin entre un œuf minuteur de cuisine et un moulin de canne à pêche ; la courroie à laquelle est suspendu le poids qui alimente la dynamo, et deux sacs de lests munis d'attaches. Lorsque le premier sac est lesté de pierres ou de sable, il pèse environ 10 kg (s'il est trop plein, un voyant rouge s'allume). Une fois rempli, le petit sac se fixe à l'autre extrémité et fait office de contrepoids, actionnant la courroie qui transmet progressivement l'énergie cinétique à une ampoule LED. “A l'utilisation, il fait un petit bruit, mais si discret qu'il est presque silencieux” précise Reeves. La GravityLight développe 0,1 watt et peut alimenter et recharger d'autres appareils – une lampe de poche ou une radio, par exemple.

Jusqu'en 2012, l'avenir de la GravityLight n'était pas particulièrement radieux : les inventeurs avaient désespérément besoin d'argent pour produire et distribuer plus d'un millier d'unités afin de mener des essais sur le terrain en Afrique et en Inde. Ils voulaient s'assurer que leur lampe serait adaptée aux milieux difficiles auxquels elle était destinée. Et

ils se demandaient si les utilisateurs seraient prêts à se lever toutes les vingt minutes pour remonter le sac.

Reeves et Riddiford ont lancé un appel de fonds sur le site de financement participatif Indiegogo. Les résultats furent stupéfiants : en quatre jours, ils avaient dépassé leur objectif et recueilli 50 000 dollars [37 500 euros]. Puis, l'effet boule de neige a fait le reste. “Les internautes ont compris que la GravityLight marcherait”, assure Reeves, soulignant que le projet a autant séduit des ONG que des particuliers. “Quiconque a vécu un ouragan ou un tsunami sait ce que peut être une panne d'électricité.” A mi-course de la campagne, Bill Gates a envoyé un Tweet à ses 9,2 millions de suiveurs, qualifiant la lampe d'“innovation très sympa”. En l'espace de quarante jours, les dons atteignirent les 400 000 dollars. [300 000 euros]

La phase de tests sur le terrain s'est déroulée dans 27 pays, du Pérou aux Philippines, avec l'appui de plusieurs associations caritatives, organisations d'aide humanitaire et ONG. Riddiford a fait le voyage au Sri Lanka pour effectuer des essais sur place, et s'est rendu compte

qu'il fallait améliorer le prototype pour éviter que la lampe ne s'éteigne trop brutalement, plongeant les maisons dans le noir total. Son collègue et lui ont donc modifié la forme du sac afin qu'il repose au sol pendant environ 60 secondes, de sorte que la lumière s'atténue et laisse le temps à l'utilisateur de le relever pour amorcer la recharge.

Les designers ont également compris que les usagers avaient besoin d'un éclairage direct pour certaines tâches et ont mis au point des SatLights qui se fixent au GravityLight et éclairent des coins particuliers d'une pièce – un bureau ou un fourneau, par exemple. “Plus on en connecte, plus la luminosité est faible, mais la perception de la luminosité est

telle qu'en reliant une seule SatLight à la GravityLight, on a l'impression d'avoir plus de 50 % de la puissance lumineuse de chaque LED. Cela s'explique en partie par la façon dont nous percevons l'intensité lumineuse, et en partie par une propriété des LED”, explique Reeves.

La GravityLight devrait être commercialisée en 2015, à un prix initial d'environ

10 dollars [7,50 euros] dans les pays en développement – un coût que Riddiford et Reeves espèrent encore abaisser grâce aux bénéfices engrangés sur les marchés occidentaux. Entre autres partenaires potentiels, ils sont actuellement en pourparlers avec des boutiques de matériel de camping et des supermarchés.

Le projet avorté de lanterne solaire a ainsi pris un tour tout à fait inattendu et s'est désormais transformé en une véritable mission internationale. Reeves affirme n'avoir aucun regret : “La GravityLight est sans conteste le projet le plus gratifiant sur lequel il m'ait été donné de travailler.” □

Sarah NORRMAN

Les designers ont également compris que les usagers avaient besoin d'un éclairage direct pour certaines tâches.

Insertion: Le projet gagnant du groupe ID'EES

Le Monde

Trente ans de création d'emploi : une expérience à méditer! Dans les anciens bâtiments de Kodak, abandonnés depuis des années au cœur de la zone industrielle de Chalon-sur-Saône en Bourgogne, l'activité a repris. Depuis 2011 ID'EES Services s'y est installé sur 7000 m² d'ateliers, non pas pour faire renaître l'argentique de nos vieilles pellicules photos, mais pour transformer le carton en palettes et bientôt en ouate de cellulose mais surtout en emploi! Salariée depuis septembre, Corinne Takhmirt y a ainsi retrouvé le chemin du travail. «Avant de venir ici, j'étais assistante de direction dans la distribution en CDD. Mais à 47 ans, je savais que ça resterait sans suite» dit-elle.

Spécialisé dans le recyclage et la réinsertion par l'activité économique, ID'EES Services est la dernière filiale née du groupe ID'ÉES, fondé par Pierre Choux et Jacques Danière dans les années 1980. Depuis bientôt trente ans ce groupe d'entreprises d'insertions n'a cessé de créer de l'emploi, d'abord en Bourgogne puis sur tout le territoire. C'est aujourd'hui le numéro un de l'insertion en France. La plupart des employés sont envoyés par les missions locales ou par Pôle emploi. En 2013, 4000 personnes y ont travaillé, ce qui a représenté 1600 équivalents temps pleins dont 1300 en insertion. Le succès d'une entreprise d'insertion, contrairement aux autres, est que les salariés en sortent.

Pour ID'ÉES c'est réussi :

leur taux de sortie vers l'emploi durable varie de 62 à 64 %. « Depuis le début de l'histoire, 45000 personnes ont quitté ID'ÉES pour rejoindre l'emploi durable », indique Pierre Choux, le président du groupe.

Formellement, le groupe fêtera ses trente ans en 2015, mais « politiquement il est né en 1981 » précise-t-il. C'est à cette époque que les Etats européens ont commencé à développer des politiques d'accompagnement des personnes en grande difficulté sur le marché du travail. Pierre Choux et Jacques Danière étaient alors éducateurs de rue. « On organisait des chantiers éducatifs, raconte le président du groupe. Mais on a compris qu'il était plus facile d'intégrer les jeunes dans le milieu du travail en y étant soi-même. De 1981 à 1985, on a expérimenté différents métiers



Pour beaucoup de candidats, le passage par le groupe ID'EES est souvent un tremplin vers l'emploi durable

puis on a monté des projets. On a pensé qu'il ne fallait pas proposer qu'un seul métier aux jeunes en difficulté. Ce qui a donné une philosophie d'entreprise qui se diversifie.

Cartons, bouchons en plastique, bonbons au miel, entretien d'espaces verts, déménagement, restauration collective, événementiel, le groupe ID'ÉES se déploie aujourd'hui largement dans l'industrie et les services, et redonne des qualifications aux personnes éloignées de l'emploi.

Dans les années 2000, ID'ÉES Services a, en plus, eu l'ambition de développer « une activité qui peut être essayée, maîtrisée dans son processus et qui doit pouvoir fonctionner en circuit court, autrement-dit localement », ajoute Patrick Choux, le fils de Pierre qui est directeur général du groupe. Les aléas conjoncturels et la suppression des financements publics étaient passés par là. « En 2008, on a perdu 80 % de nos activités industrielles, soit 12 % de l'ensemble de nos activités », indique Christian Marie, responsable du développement industriel. Le groupe en a tiré les leçons.

Diversifier les activités, fidéliser les métiers, garantir la rentabilité localement sont les clés de la pérennité de la création d'emploi chez Id'ées. « C'est par la réactivité, la proximité et la qualité qu'on peut contrer la concurrence sur le prix », estime Pierre Choux, très soucieux de la



rentabilité de ces entreprises.

La diversité d'activités du groupe contraste avec l'apparente désolation des anciens bureaux de Kodak, rue de l'Argentique. Les couloirs sont vides pour la plupart, et dans le bloc où sont installées les tables d'encollage, les scies

à plat et les mitrailleuses pour travailler le carton, il n'y a guère qu'un ou deux salariés par atelier. Derrière sa machine, Corinne Takhmirt est toute seule. Mais ce n'est pas par manque d'activités : la petite taille des équipes facilite l'accompagnement dans toutes ses dimensions (formation, intégration, mobilité, etc.). « Les formations se font en situation de binôme », dit Corinne. Au siège du groupe, à Chenôve, où se fait la sous-traitance industrielle, l'activité est plus visible, mais les équipes sont volontairement petites : dans l'atelier BIFI, David Beaujard, 37 ans, et Charlotte Leduc, 22 ans, sont en tête à tête pour fabriquer des plaques pour appareil électronique commandées par Schneider Electric et le fabricant de radiateurs Acova. En plâsturgie, les employés chargés d'éliminer les bouchons défectueux de la production du numéro trois mondial du bouchon en plastique sont un peu plus nombreux : une petite dizaine.

Les petites structures permettent à la fois d'organiser un important turn-over des ateliers, pour répondre aux commandes de la sous-traitance, et de mettre en œuvre un projet dès ses balbutiements : comme l'emballage des bonbons au miel d'Apidis qu'on a commencé à la main avant de décider de mécaniser la chaîne, une fois les carnets de commandes remplis.

Pour les fondateurs, leur plus belle réussite n'est pas le chiffre d'affaires, de plus de 55 millions d'euros, mais le fait que le tout premier salarié d'ID'ÉES, Eric

Putigny, soit aujourd'hui cadre d'une des huit filiales du groupe. Le 26 septembre, un événement sera organisé à Chenôve pour fêter la signature de la 100.000e embauche du groupe ID'ÉES. □

Anne RODIER

Offre-Joie, une ONG libanaise reconstruit inlassablement

L'Orient LE JOUR

C'EST le quartier des damnés, un lieu où l'absurdité s'est acharnée, comme pour punir les habitants d'avoir choisi

de vivre en cet endroit hautement symbolique de la ville.

À Baal Darawiche, le secteur sunnite le plus sinistré de Tripoli, la capitale du Liban-Nord, le spectacle de désolation est saisissant. Tout autant que dans le quartier alaouite voisin et rival de Jabal Mohsen. Une rivalité qui dure depuis des dizaines d'années, conséquence d'un cocktail de misère, de tensions intercommunautaires et politiques, qui explose en affrontements armés à intervalles réguliers.

Pourtant, ce ne sont pas tant les innombrables impacts de balles sur les façades des immeubles qui surprennent le plus dans ces deux quartiers pris en otages à chaque nouvel épisode de violences entre milices ennemies. Ce qui déconcerte à Baal Darawiche et à Jabal Mohsen, ce sont les traces de couleurs et de gaieté encore visibles sur les murs que le dernier round de violences a sérieusement écorchés.

Avant d'être rattrapé par un nouveau cycle de fureurs, ces quartiers avaient été réhabilités en 2003 par une organisation libanaise à but non lucratif, Offre-Joie.

Les membres de l'association avaient repeint les façades des immeubles, réparé les dégâts majeurs et créé un espace de

loisirs pour les enfants. Grâce à une armée de fées bienfaitrices – des bénévoles – l'ONG avait métamorphosé les lieux, les occupants aussi.

Fondée dans les années 80 en pleine guerre civile libanaise, Offre-Joie s'est implantée dans l'ensemble des régions sinistrées du Liban, pour reconstruire ce qui a été détruit ou endommagé, biens et âmes, comme un défi à la guerre et à la violence.

S'accepter mutuellement

À Baal Darawiche, dès que l'on évoque Offre-Joie, les visages s'illuminent et les mémoires se réveillent.

«Le quartier était dans un état piteux, raconte Mirvat, une mère de famille de 35 ans. Les égouts étaient éventrés, les ruelles investies par une colonie de cafards et d'insectes en tout genre. Les enfants étaient tout le temps malades. » La jeune femme évoque un quotidien de pauvreté, d'oisiveté et de chômage qui pousse les jeunes à la drogue ou à la violence. « On leur propose 50 000 L.L. (33 USD) s'ils lancent une grenade », lâche-t-elle d'une voix lasse. La réhabilitation du quartier et la peinture étalée sur les murs par les volontaires comptaient moins aux yeux des habitants que le baume mis sur les cœurs.

Mirvat se souvient de cet esprit contagieux que les bénévoles d'Offre-Joie sont parvenus si naturellement à disséminer autour d'eux. « Quelque chose de fondamental manquait ici, ils nous l'ont donné. Ils ont appris aux gens à s'aimer, à s'accepter mutuellement », explique la jeune mère.

Ces dernières années, Offre-Joie a reconstruit à travers tout le Liban des



Une façade criblée de balles, dans le quartier de Baal Darawiche, à quelques mètres à peine de Jabal Mohsen, quartier historiquement ennemi.

(Ph. Jeanine Jalkh)

centaines de quartiers et maisons endommagés par des affrontements armés, une voiture piégée, un attentat... Dans la philosophie de l'organisation, la réhabilitation des lieux est aussi importante que celle des esprits, gangrenés par les haines communautaires, politiques et par la pauvreté.

Reconstruire les ponts

À Tripoli, les habitants avaient bien saisi le message véhiculé par Offre-Joie

en 2003, qui s'activait avec autant de ténacité des deux côtés de la ligne de démarcation : il fallait reconstruire les ponts, relancer le dialogue et instaurer la réconciliation.

C'est par leur comportement sur le terrain que les volontaires d'Offre-Joie, de jeunes étudiants et cadres libanais aux appartenances sociales et communautaires extrêmement diversifiées, ont réussi à faire passer le virus de l'altruisme et de la tolérance dans les deux quartiers ennemis. « On ne ressentait aucune dif-

VICTOIRE LE SOIR

Il n'y a pas d'âge pour cohabiter

LA preuve avec les maisons Abbeyfield, un mouvement né dans la banlieue de Londres en 1956 qui a essaimé en Belgique en 1995. Une maison Abbeyfield est un habitat groupé participatif à taille familiale réunissant huit à douze aînés encore autonomes, qui plutôt que de vivre dans la solitude et parfois l'insécurité ou la précarité financière, décident de partager certaines activités, tout en gardant leur indépendance. Particularité d'une telle maison : tout se fait en autogestion et chacun participe activement à l'organisation du quotidien, aidé éventuellement par des

bénévoles extérieurs. Autre caractéristique, le mélange des âges qui en fait un projet intergénérationnel à part entière. Les maisons rassemblent des seniors actifs à partir de la cinquantaine jusqu'au quatrième âge et plus ! « Il y a une grande solidarité qui se crée. Les plus jeunes ou les plus valides aident les plus âgés ou ceux qui souffrent de problèmes de santé. Tout le monde se soutient mutuellement, se rend des services, partage des sorties et des activités », souligne Chantal Couvreur, présidente d'AbbeyfieldBelgium. Abbeyfield (www.abbeyfield.be) est une forme de label, organisé au niveau international et national, mais ce sont les rési-

dents eux-mêmes qui fixent les règles de leur habitat collectif. « Ce sont eux qui décident de tout : ils cuisinent leur propre repas ou font appel à un service traiteur, décident des activités qu'ils souhaitent faire en commun. Pour eux, ça devient un nouveau projet de vie », s'enthousiasme Chantal Couvreur. Le mouvement se veut aussi une réponse humaine et financièrement abordable aux grands problèmes du vieillissement de la population. « C'est un des grands défis actuels. Faire face à une population vieillissante avec des moyens qui diminuent et des jeunes générations de moins en moins disponibles pour toute une série de raisons. Avec Abbeyfield, les

personnes se regroupent et se prennent elles-mêmes en charge le plus tôt possible, avant que les problèmes n'arrivent ». Aujourd'hui présent dans dix-sept pays, Abbeyfield regroupe plus de mille maisons abritant au total dix mille personnes. En Belgique, ce type d'habitat est soutenu par la Fondation Roi Baudouin et suscite un intérêt croissant de la part des pouvoirs publics et des familles. Quatre maisons ont déjà vu le jour à Bruxelles et en Wallonie. Plusieurs projets devraient se créer en Flandre. En Wallonie, une nouvelle maison Abbeyfield devrait ouvrir ses portes encore fin de cette année à Perwez, et une autre en 2015 à Chastres.

Didier DILLEN

les biens et les âmes

férence entre eux. Ces bénévoles constituaient un seul et même front. Ils nous ont appris à lever les barrières, à dépasser nos divergences pour mieux nous rapprocher », se souvient Mirvat qui, en sus d'être touchée par la misère, a payé un lourd tribut à la violence.

Mirvat a perdu sa fille de 16 ans après une maladie gastrique qui n'a probablement pas été soignée à temps, puis son frère de 32 ans, victime d'une balle perdue alors qu'il sortait faire des courses pour nourrir ses 5 enfants. Dernière victime en date, son beau-fils de 27 ans, atteint d'une balle à la tête, mais qui s'en est sorti miraculeusement.

Dans ce secteur de la ville, il est quasiment impossible de trouver une famille qui n'ait pas été directement ou indirectement endeuillée par cette guerre absurde entre voisins, qui s'autonourrit depuis des décennies. A quelques pas de la résidence de Mirvat, dans un autre immeuble criblé de balles, Fatmé, la cinquantaine, se souvient elle aussi des moments exceptionnels partagés avec les membres de l'association. « Ils nous ont redonné le goût de vivre. Nous étions des morts-vivants, dit cette mère de famille. Aucun député, aucun ministre ne s'est jamais intéressé à notre situation ».

« Nous ne lâcherons jamais prise »

Mais depuis 2008, les rancœurs se sont à nouveau accumulées entre les deux quartiers, exacerbées trois ans plus tard par la guerre dans la Syrie voisine, qui a achevé de diviser les voisins ennemis entre pro et anti-Bachar el-Assad, les premiers étant les alaouites de Jabal Mohsen, les seconds les sunnites de Baal Darawiche.

Après une vingtaine de « rounds » de violences et des dizaines de morts, un cessez-le-feu a été décrété en avril 2014, accompagné d'un plan de sécurité qui a rendu possible le retour d'Offre-Joie.

A Jabal Mohsen, c'est Melhem Khalaf, le fondateur de l'association, qui annonce la bonne nouvelle aux gens attroupés autour de lui, en cette fin de juillet.

Une femme en noir, la soixantaine, s'approche de lui, catastrophée. « Ma maison s'est effondrée il y a quelques heures. Je venais à peine d'en sortir », dit-elle en remerciant Dieu de l'avoir échappé belle. « Les travaux redémarreront dans deux semaines, dès la fin du ramadan », promet le patron d'Offre-Joie, qui peut compter sur des bénévoles convaincus. « Nous ne lâcherons jamais prise. Plus les combattants détruisent, plus notre détermination à reconstruire

sera renforcée », assure Abdallah, 27 ans, volontaire depuis l'âge de 19 ans.

Lui-même originaire du Liban-Nord, Abdallah – qui a pratiquement participé à tous les chantiers et colonies d'enfants lancés par Offre-Joie – justifie son long parcours humanitaire par une formule simple: « L'apprentissage de la mixité, du respect de l'autre et de la valeur du don de soi. »

L'esprit d'Offre-Joie, c'est de propager cette culture citoyenne à l'extérieur mais aussi parmi les membres de l'association invités à savourer le bonheur de sortir de l'entre soi pour aller vers l'autre. « J'ai grandi au Liban-Nord, où je ne côtoyais que les miens, dans un milieu profondément marqué par le communautarisme. Offre-Joie m'a initié à cette ouverture » jubile Abdallah.

Convertie depuis quelques années à la culture de l'association, Rawa'a, une habitante de Jabal Mohsen, résume l'ambition de son fondateur par ces mots: « Pour moi, c'est Platon qui cherche à construire la cité idéale. C'est au lendemain d'une dure bataille entre les deux quartiers, en 2008, qu'elle a rencontré Melhem. Le quartier était coupé de tout depuis plusieurs semaines et la famille de Rawa'a manquait de gaz et de nourriture. « Je l'ai vu par la fenêtre, comme une apparition, comme s'il nous avait été envoyé du ciel, dit-elle, émue. Il a défié le soldat et, quelques heures plus tard, est monté nous apporter du gaz et des provisions pour plusieurs mois ».

Diplômée en éducation, Rawa'a se consacre à l'enseignement des enfants de Baal Darawiche, le quartier rival, privés de ce luxe depuis des années. En sus, elle est chargée des colonies qu'Offre-Joie monte pour les enfants « afin de leur faire oublier leurs souffrances et leur réapprendre l'amour, le pardon et l'impérieux besoin de réconciliation ». La reconstruction des cœurs que des décennies de haine et de violence ont durcis, même chez les plus petits. C'est sur les enfants et les jeunes que mise Offre-Joie. Aujourd'hui, l'association veut lancer des projets éducatifs mais aussi créer des usines génératrices d'emplois. Avec pour objectif de mettre fin à l'analphabétisme, au manque de formation et d'opportunités de travail et à l'oisiveté mortelle dont souffre toute une génération, récupérée par la violence politique. Offrir un avenir, afin d'enrayer la mécanique d'une haine sanglante qui tourne depuis des décennies.

Des usines où les jeunes de Baal Darawiche et Jabal Mohsen seront formés et travailleront ensemble. Ne manquent plus que les fonds, pour que le projet prenne vie... □

Jeanine JALKH

Viva la Vélorution!

VICTOIRE

LE SOIR

LE hip-hop, ça mène à tout, et même au développement durable ! La preuve avec le groupe bruxellois de rap Pang, qui réunit une bande d'amis certes déjantés mais aussi concernés par les questions d'écologie. Après leurs clips « Les Potes à Jé » et « MasterWorm Battle », ode décalée aux potagers urbains, aux toilettes sèches et au compos-

record. Enfermés dans leur caisse, ils n'arrivent pas à sortir la tête du guidon pour se mettre sur la voie de l'intérêt général », clament-ils. Et d'en appeler à toutes les forces vélocipédiques bruxelloises pour sortir de la dictature automobile : accro du fixie, employé du vélo pliable, freestylers en BMX, praticien de trial ou cyclar du dimanche. Leur hymne humoristique à la gloire du vélo et de la mobilité douce a en



tage, les compères rappers remettent une nouvelle fois le couvert recyclable en appelant carrément à la Vélorution ! « L'air de Bruxelles est surchargé en particules fines, le climat se déchaîne et la chaussée est pavée de stress. Trop de cyclistes bruxellois sont encore coincés dans leur voiture afin de créer des embouteillages

tout cas fait mouche sur la Toile. Lancé en mai dernier, avec la participation de nombreux cyclo-figurants, il en est déjà à plus de dix-sept mille vues sur Youtube. Avec Pang, le rap écolo et engagé s'est trouvé un nom. □

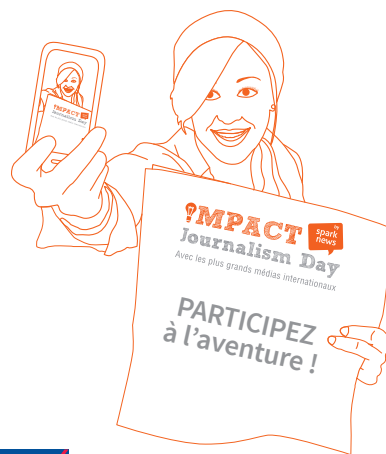
Didier DILLEN

www.facebook.com/pangmusic

IMPACT Journalism Day

Avec les plus grands médias internationaux

L'IMPACT JOURNALISM DAY (IJD) EST INITIÉ ET PILOTÉ PAR SPARKNEWS. AUJOURD'HUI 40 JOURNAUX LEADERS PUBLIENT UN SUPPLÉMENT DÉDIÉ AUX INNOVATIONS SOCIALES ET AUX NOUVELLES POSITIVES.



PARTAGEZ

une photo de vous avec votre journal sur les réseaux sociaux avec le #ImpactJournalism, @sparknews et les #@Leconomiste. Les meilleures photos seront récompensées.

AIDEZ

les porteurs de projets présentés dans l'IJD à résoudre leurs défis avec MakeSense. Choisissez-en un et partagez vos idées sur sparknews.com/ijd/makesense

DÉPOSEZ

un projet que vous connaissez qui mériterait d'être dans l'IJD 2015 sur sparknews.com/ijd/submissions



réinventons / notre métier

AXA, PARTENAIRE FONDATEUR DE L'IJD

En cohérence avec les initiatives de protection menées par le Groupe, AXA a choisi de s'associer à l'Impact Journalism Day 2014 qui valorise des solutions positives à travers le monde.

Améliorer la protection, c'est d'abord mieux comprendre et prévenir les risques auxquels on est exposé. C'est pourquoi AXA soutient la recherche universitaire dans le monde, via le Fonds AXA pour la recherche, une initiative originale de

L'ÉQUIPE SPARKNEWS REMERCIE ÉGALEMENT

Les équipes des journaux partenaires pour leur engagement envers un journalisme d'impact ; TOTAL (partenaire de la thématique énergie) ; la Social Media Squad, MakeSense et Ashoka (qui a nommé le fondateur de Sparknews, fellow en 2014).

NOUS CONTACTER : impact@sparknews.com



Les fermes d'algues: Un débouché d'avenir pour la mariculture danoise?

Les algues et les moules, ressources inexploitées, pourraient être mises en valeur à grande échelle dans les eaux territoriales danoises. Utilisées dans l'alimentation humaine, les algues fournissent également un engrais et une source de combustible.

POLITIKEN

LE biologiste marin Peter Schmedes se penche par-dessus bord et attrape l'une des lourdes lignes qui plongent et roulent dans les vagues au large de Juelsminde, au Danemark. «Regardez comme elles sont grosses, déjà», s'exclame-t-il en montrant les épaisses guirlandes luisantes de laminaires brunes qui poussent sur de fines cordes immergées. Au début du printemps, ce type d'algue se développe rapidement et bientôt, la société Hjarnø Havbrug, propriétaire de cette forêt marine, sera prête à commercialiser sa première récolte destinée à la fabrication de tourteaux pour l'alimentation animale.

Hjarnø est actuellement le premier producteur danois d'algues marines et, comme le reste du secteur agricole et les chercheurs, cette entreprise prédit que la plantation de forêts d'algues et l'installation de vastes exploitations de mytiliculture dans des champs marins au large de la côte danoise ouvriront un marché très porteur. Les algues et les moules, qui contribuent à filtrer les polluants de l'eau, entrent également dans l'alimentation humaine et animale et, à l'heure où la pression démographique ne cesse de s'accroître et les surfaces agricoles de diminuer, elles sont appelées à tenir une place de plus en plus importante.

«Si nous voulons nourrir la population de la planète, nous devons à l'avenir mieux exploiter nos espaces maritimes», explique le professeur Jens Kjerulf Petersen, chef de projet au Centre danois pour les mollusques qui, dans le cadre des recherches de l'Institut

national de ressources aquatiques, étudie l'algoculture et la mytiliculture dans le fjord de Lim. «Le Danemark ne peut plus étendre ses surfaces arables, mais ses eaux territoriales regorgent de ressources inexploitées, poursuit-il. Or, nous manquons de sources de protéines et, si l'on en croit les études climatiques, nous risquons à plus ou moins long terme de connaître une pénurie alimentaire.»

Si le Danemark produit actuellement environ un millier de tonnes de moules par an, son algoculture est encore essentiellement en phase expérimentale. Selon le réseau Tangnet qui fédère des chercheurs et des spécialistes des algues, en consacrant à peine 1% de ses eaux territoriales à la culture d'algues, le pays pourrait générer près de 10 milliards de couronnes de revenus [1,34 milliard d'euros], sauver 10 000 kilomètres carrés de forêt vierge brésilienne et réduire de 5% les émissions de CO2 du Danemark.

Dans son rapport du 31 mars 2014, le Groupe intergouvernemental d'experts de l'ONU sur l'évolution du climat (GIEC) tirait la sonnette d'alarme, affirmant que le changement climatique aura un impact négatif sur la production alimentaire et réduira le rendement de certaines céréales parmi les plus importantes. Il est donc urgent de trouver de nouvelles ressources. La production d'algues, qui s'établit actuellement à 21 millions de tonnes par an, se développe à un rythme annuel d'environ 10% mais, selon les statistiques de la FAO, elle est surtout concentrée en Asie.

Lars Hvidtfeldt, vice-président du Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation, espère que le Danemark saura «prendre le train de l'économie bleue en marche»: «L'intégration de nos



La production d'algues, qui s'établit actuellement à 21 millions de tonnes par an, se développe à un rythme annuel d'environ 10%

ressources maritimes à une stratégie de gestion durable laisse entrevoir d'excellentes perspectives. Elle nous permettrait par exemple de produire des algues et des moules dans le cadre d'une démarche "cradle to cradle" assurant le recyclage écologique de nos ressources. Les espaces maritimes représentent d'immenses gisements inexploités que nous pourrions mettre en production." Entre autres applications, les protéines issues des algues marines et des moules pourraient ainsi remplacer dans l'alimentation animale une partie des énormes quantités de soja que le Danemark importe actuellement d'Amérique du Sud. Mais si l'on envisage d'utiliser les produits de la mer comme matières premières, les fermes marines devront être beaucoup plus grandes, prévient le professeur Susan Løvstad Holm du DTU Food Institute, qui dirige le réseau d'algoculture Tangnet. «La question est de savoir si nous devons d'abord convaincre l'industrie

qu'il est possible de cultiver des algues ici, ou bien si c'est à l'industrie de démontrer qu'elle est prête à acheter cette production et à l'utiliser», explique-t-elle, estimant que la récolte effectuée cette année par Hjarnø Havbrug a apporté la preuve de la viabilité de l'algoculture danoise.

Le biologiste marin Henning Mørk Jørgensen, de l'Association danoise de la préservation de la nature, craint cependant que l'exploitation de grands champs marins sur la côte danoise ne débouche sur de nouveaux différends écologiques: «Il y a déjà beaucoup d'intérêts différents en jeu dans les zones côtières. Le littoral concentre une grande part de notre activité touristique, et il serait certainement moins agréable de voir au large de grandes installations de production», fait-il remarquer, rappelant que les marins et les pêcheurs utilisent également les zones côtières. «Cela créerait un énorme conflit.» Son association est en revanche plus favo-

nable à l'idée de déplacer les installations au large et d'utiliser les mollusques et les algues comme aliment pour la pisciculture.

Karsent Biering Nielsen, directeur du développement de l'agence danoise AgriFish, confirme que le gouvernement a pris la mesure du potentiel commercial de l'exploitation de nouvelles ressources au large. «Cette activité devra néanmoins être encadrée par un certain nombre de conditions, notamment sur l'emplacement de ces installations», tempère-t-il. La mytiliculture et l'algoculture exigent beaucoup de place, et de nombreuses réglementations protègent le littoral. «Nous devons trouver une solution. Notre philosophie consiste à définir des champs marins, de sorte qu'au lieu d'avoir à formuler des demandes d'autorisation à chaque saison, les entreprises puissent être dirigées vers des emplacements possibles», conclut-il. □

Dorrit SAIETZ

Un compte épargne pour sauver la planète



JEAN-Luc Baradat discutait régulièrement des problèmes de réchauffement climatique avec sa femme, une

océanographe. Jusqu'au jour où il décida d'arrêter de parler, et de commencer à agir. Après avoir créé la société 450, il lance en novembre 2013 le site "Compte épargne CO2", un compte virtuel gratuit permettant de réduire ses émissions de gaz à effet de serre - et d'obtenir de l'argent pour ses efforts écologiques. Ces

crédits, mesurés en kilos de CO2, sont valables dix ans et peuvent être utilisés pour souscrire à une assurance, acheter des tickets de théâtre ou faire un don à une association.

En neuf mois, 2.000 de ces comptes épargnes ont ouvert. «À l'heure de leur inscription, 99,3% de nos clients n'ont

aucune idée du niveau de CO2 qu'ils produisent», explique Jean-Luc Baradat. Désormais, ils réduisent en moyenne de deux tonnes leurs émissions par an. «Ils se sentent récompensés et instruits. Ils comprennent leur impact". □

Valentine PASQUESOONE

La ferme école de la dernière chance



La ferme école Bayti, près de Kénitra, accueille chaque année une soixantaine d'enfants des rues. Réhabilitation ou formation, ils y apprennent différents métiers de l'agriculture, mais aussi à devenir des adultes responsables et autonomes (Ph. Jarfi)



Ouassou et Hamza sont chargés d'installer le système d'arrosage au goutte-à-goutte dans les champs de céréales. Des tâches précises, dont ils sont responsables, qui permettent un suivi de l'évolution de leur formation (Ph. Jarfi)

L'ECONOMISTE

■ La campagne et l'agriculture à la rescousse des enfants des rues

■ Un projet d'apprentissage qui forme aux métiers d'ouvrier agricole spécialisé

■ Trois ans sont nécessaires pour changer de destin

HAMZA, Zakaria, Abdelah, Ouassou... tous longtemps oubliés. Livrés à eux-mêmes, sans famille protectrice, à devoir mendier pour manger et occuper leurs journées et leurs nuits d'errances. Ce sont les enfants des rues. Qu'ils y restent quelques jours pour fuir un foyer violent, instable ou en grande difficulté, ou de longues années quand ils sont orphelins ou abandonnés, les ravages de la rue transforment vite des enfants insouciantes en êtres sans foi ni loi. Comment pourrait-il en être autrement? Victimes de prédateurs sexuels, exploités par des employeurs véreux, loués par des mendiants pour inciter les passants à donner quelques pièces, les enfants sont les proies faciles d'un système sans morale. Pour supporter le froid et la faim et oublier son triste sort, la drogue est souvent le seul remède. Pour quelques centimes, plutôt

que d'acheter du pain, ils remplissent leurs rêves des effluves de leur chiffon imbibé de colle et de diluant, si facilement accessibles. Leurs yeux deviennent alors, comme leur corps, sans vie. Leur regard fuit aussi vite et aussi loin que tous ceux qui les croisent. Faire comme si l'on n'avait rien vu, rentrer chez soi auprès de ceux qu'on aime, pourtant quand ces portes se ferment, eux continuent leur combat. Afin de mieux se protéger des agressions et des

garées sur une corniche ou dans les belles avenues, errent les enfants. Beaucoup d'entre eux viennent des bidonvilles. La maladie d'un père, un divorce et un remariage, une mère sans ressources, et la vie bascule. La rue devient alors leur seul refuge et moyen de subsistance.

Comme un coup de poing à ces destins, l'association Bayti agit. Ses éducateurs sillonnent la ville à la recherche des plus jeunes et des plus grandes détresses,

de repas, se laver, se coiffer et s'habiller de vêtements propres, mais aussi faire son lit, ranger sa chambre, toutes ces petites choses du quotidien que la vie dans la rue éloigne. Tous vont également à l'école ou en apprentissage. Apprendre: la clé de l'autonomie. Pour aller encore plus loin dans ses actions, l'association porte un projet unique au Maroc, la ferme école Bayti, située près de la ville de Kénitra. En pleine campagne, depuis 2006, onze hectares de

motivation est primordiale. La ferme école dispense des formations d'ouvriers agricoles spécialisés, mais peut être également une simple trêve pour des jeunes en grande souffrance. Ils y viennent pour des stages de réhabilitation, qui les coupent radicalement des codes et tentations de la rue. Il faut dire qu'ici, tout est propre et accueillant, très verdoyant et au grand air, avec des éducateurs qui prônent l'esprit d'équipe, la discussion, la réflexion et le partage. En effet, les habitants des douars alentours, effrayés au départ par la création de la ferme et la venue de ces enfants, participent aujourd'hui activement au projet. Ils sont, au même titre que les jeunes, bénéficiaires des enseignements. Car ici, profit et rendement ne font pas loi. En tant que support pédagogique, la ferme s'essaye à toutes les innovations. Énergies renouvelables, recyclage des eaux usées, irrigation au goutte-à-goutte... n'ont plus de secret pour personne. Un élan de transmission, également utile pour faire changer des gestes et des pensées qui semblaient pourtant immuables. Car, malgré certains acquis et une société marocaine de plus en plus émue par la précarité de ces enfants, le chemin est encore long. Reste des obstacles de taille à dépasser pour voir les mentalités changer. Reste aussi à pallier le manque cruel d'infrastructures adaptées, et à apporter les aides nécessaires aux familles en difficulté. Des pistes qui permettraient aux enfants de ne plus finir dans les rues du pays. □

Stéphanie JACOB



Après du responsable de la ferme, Hassan Zaim, Hamza fait le bilan de la production de lait de la journée. Après avoir vécu plus de dix ans dans la rue, il apprend à la ferme le travail d'éleveur de vaches laitières et souhaite aujourd'hui en faire son avenir (Ph. Jarfi)

viols, les enfants, à la tombée de la nuit, se regroupent, essayant ainsi de dormir un peu. Trouver de l'argent pour revivre la même misère jour après jour, c'est forcément dans les quartiers chics que cela se passe. Choc du bien contre le mal, du riche contre le pauvre, ils deviennent des taches dans le décor. Entre les lumières des restaurants, des belles voitures

qu'il faut apprivoiser petit à petit pour qu'ils acceptent d'intégrer l'ONG. Aux centres d'accueil de Casablanca et d'Essaouira, ils sont nombreux, filles et garçons, à trouver un toit et un lit protecteur pour la nuit ou pour des années. Avec le temps et beaucoup de patience, les enfants apprennent le sens du temps. L'heure du coucher et du réveil, les heures

terre servent à la formation au travail de l'agriculture des enfants en grande précarité. Aux commandes de cette efficace initiative, Hassan Zaim, qui les voit un peu plus tous les jours revenir à la vie. Près de trois ans sont nécessaires pour qu'ils deviennent des hommes et des femmes autonomes et respectables, totalement réinsérés dans la société. Mais avant cela, l'ultra

Un système de chauffage qui irradie d'ingéniosité

spark news
partager les solutions

Un informaticien parisien a mis au point un radiateur qui utilise le traitement informatique comme source de chaleur. Les "Q.rads" proposent une puissance de calcul extrêmement performante à des prix abordables, réduisent les émissions de gaz à effet de serre et chauffent gratuitement des logements.



Se servir de la puissance de calcul des ordinateurs pour produire de la chaleur... l'idée que caresse un informaticien parisien est devenue réalité

AU cœur de Paris, à l'université Pierre et Marie Curie, un jeune chercheur, Brice Hoffmann, recherche un traitement contre la mucoviscidose à l'aide de modélisations 3D et d'un logiciel d'amarage moléculaire. Le processus demande une immense puissance de calcul, que l'université ne peut normalement pas s'offrir. Mais Brice Hoffmann a accès à des capacités de traitement ultra performantes pour une fraction du coût habituel grâce à une société française du nom de Qarnot Computing. "Qarnot élargit nos possibilités et nous permet de mener nos recherches plus rapidement", explique-t-il.

Et grâce à Brice Hoffmann et à d'autres personnes qui, comme lui, utilisent le système Qarnot, près de 100 habitants de logements sociaux au sud de la tour Eiffel chauffent gratuitement leur foyer.

Le fondateur de Qarnot, Paul Benoît, a imaginé le concept en 2003 alors qu'il travaillait comme développeur et calculateur de risque à la Société Générale. Sur son temps libre, il bidouillait des ordinateurs chez lui. "J'avais plusieurs ordinateurs dans ma chambre et ils faisaient beaucoup de bruit, raconte-t-il. C'était gênant, je devais les éteindre avant d'aller me coucher. Mais j'ai réalisé qu'en enlevant les ventilateurs, il était possible de les rendre silencieux et d'avoir un très bon système de chauffage." En 2010, il a fait de cette idée une société et a créé Qarnot (en référence au physicien et ingénieur français Sadi Carnot).

Les ordinateurs génèrent de la chaleur lorsque l'électricité passe dans leurs circuits, ce qui crée de la friction. Sur les

plus petits processeurs, comme ceux des PC, un ventilateur interne refroidit les circuits imprimés – tout propriétaire d'un portable le sait bien. Mais les besoins de calcul très performants, comme ceux des grosses sociétés dans le secteur du numérique ou des laboratoires universitaires de recherche, sont souvent délocalisés par l'intermédiaire du cloud vers des data centers, où les unités de calcul tournent à plein régime. Ces centres génèrent bien plus de chaleur et imposent des mesures de refroidissement drastiques, qui représentent jusqu'à 80 % des coûts de fonctionnement d'un data center en France.

Plutôt que de trouver un moyen de refroidir ces processeurs, Qarnot les installe là où ils n'ont pas besoin d'être refroidis – comme radiateurs dans des maisons et des bureaux. En 2013, Benoît a commencé à installer des radiateurs spécialement conçus, baptisés Q.rads, dans des logements sociaux, assurant ainsi le chauffage gratuit à des ménages à faibles revenus. Plus de 350 radiateurs de ce type sont aujourd'hui installés dans des écoles, des habitations et des entreprises tout autour de Paris.

Les radiateurs contiennent des unités centrales reliées à Internet. Lorsque quelqu'un se connecte au réseau Qarnot pour utiliser de la puissance de calcul, cela génère de la chaleur. Théoriquement, une personne pourrait créer un film à Paris tout en chauffant simultanément le

logement de quelqu'un d'autre à Lyon – tout ce dont ces deux personnes ont besoin, c'est d'une connexion à Internet.

Quiconque a besoin de traiter des grands projets peut acheter de la puissance de calcul auprès de Qarnot. En réduisant les coûts de refroidissement, la société affirme être en mesure de proposer des heures de calcul pour un quart du tarif habituel en France.

En éliminant la nécessité de refroidir les data centers et en remplaçant les radiateurs

classiques, Qarnot réduit l'utilisation d'énergie émettrice de gaz à effet de serre. La société fournit également

aux clients un récapitulatif semblable à une étiquette nutritionnelle qui détaille la quantité d'émission de dioxyde de carbone économisée.

Lorsqu'il n'y a pas assez de calculs en même temps, Qarnot peut céder gratuitement des cycles

de calcul pour garantir le chauffage par les radiateurs. De la même manière, en été, les habitants des logements peuvent couper leurs Q.rads, qui n'émettent alors pas plus de chaleur qu'un ordinateur portable classique.

L'idée n'est pas complètement révolutionnaire : dès 2010, une serre parisienne se chauffait avec des processeurs, tandis que les processeurs d'IBM chauffaient une piscine suisse en 2008. Mais les systèmes de chauffage Qarnot sont les plus radicaux dans leur approche car ils divisent les processeurs et les répartissent. Pour le moment, ils sont limités à la région parisienne, mais

le but de la société est de les distribuer dans le monde entier.

Benoît a vu grandir de manière radicale les besoins en puissance de calcul, et il a le sentiment que les data centers ne sont pas des solutions à long terme. Il explique que la démocratisation des grandes performances de calcul est idéale pour les plus petites entreprises, comme les sociétés de biotechnologies, qui ont besoin de beaucoup de puissance de calcul, sans pouvoir toujours se le permettre.

Mais il doit encore convaincre les clients que le modèle de Qarnot est sûr et fiable. "C'est quelque chose de nouveau, analyse-t-il. Se lancer dans le cloud est déjà un défi, alors venir chez nous est un double défi." Certaines critiques portent sur la sécurité des données, qui pourrait être un point faible. Le cryptage empêche toutefois l'accès aux données dans les radiateurs. En outre, les données sont distribuées sur plusieurs machines et morcelées. Et dans la mesure où les Q.rads ne sont pas des unités de stockage, aucune donnée traitée ne restera chez quelqu'un.

Dans les bureaux de Qarnot à Montrouge, au sud de Paris, les composants informatiques, les câbles et les rangées d'unités centrales remplissent bureaux et couloirs. Plusieurs stagiaires pianotent au milieu du méli-mélo d'équipements pendant que les écrans affichent l'état des processeurs installés dans toute la ville. Ces stagiaires sont aux premières loges pour savoir à quel point ces radiateurs inhabituels fonctionnent bien : tout le bureau n'est chauffé que par Q.rads. □

Bryan Pirolli

Contribuez à ce projet en partageant vos idées: sparknews.com/ijd/makesense

Théoriquement, une personne pourrait créer un film à Paris tout en chauffant simultanément le logement de quelqu'un d'autre à Lyon